



## La FEF se positionne sur la situation en Palestine

Geplaatst op donderdag 21 augustus 2014 |

SHARE

***Il y a un an, la FEF choisissait de prendre position sur le conflit israélo-palestinien en demandant aux mondes politique et académique belges d'apporter leur pierre à l'édifice afin d'y mettre un terme. Aujourd'hui, face à la perpétuation des violations des droits de l'Homme en Palestine, les étudiants réagissent à nouveau et relancent leur appel.***

### ***Explications.***

Cela fait maintenant plusieurs décennies que la politique d'occupation d'Israël est condamnée comme transgression au droit international par l'Organisation des Nations Unies. Et si chacun y va de son avis sur la question, l'enseignement supérieur lui, a également un rôle à jouer. Car, en nouant des contacts avec des acteurs qui soutiennent les politiques d'apartheid actuelles de l'Etat israélien, les mondes politique et académique belges portent leur part de responsabilité. En effet, plusieurs universités israéliennes, dont l'Université de Tel Aviv et celle de Technion, sont partenaires de nos universités et impliquées dans le conflit, par leur participation à des programmes de recherche militaire ou par l'engagement d'anciens responsables de l'armée. Ces partenariats sont une forme de cautionnement tacite que la Fédération des Etudiants Francophones condamne fermement.

La recrudescence d'affrontements armés et les victimes sans cesse plus nombreuses de ce conflit sanglant et interminable ne peuvent être acceptées passivement. La FEF réitère donc son appel aux universités belges à geler leurs accords de coopération d'enseignement et de recherche avec ces universités israéliennes, tant que celles-ci n'auront pas pris position en faveur du respect des droits fondamentaux des Palestiniens. Les étudiants sont conscients que cela ne résoudra pas tous les problèmes mais rester là sans rien faire n'est pas envisageable.

La stratégie des cinquante dernières années prônant l'absence de mesure contraignante n'a mené à aucun résultat, si ce n'est la perpétuation des massacres. Il y a donc lieu de changer de méthode et de soutenir l'opposition israélienne, favorable à l'arrêt de l'occupation. Et la FEF n'est pas seule dans son appel à un boycott académique d'Israël. La prestigieuse American Studies Association (ASA) s'est également positionnée dans le même sens, de même que l'Association of University Teachers (AUT), le syndicat d'enseignants du Royaume Uni, fort de ses 300.000 membres, qui appellent aussi au boycott académique.

La FEF demande également aux universités de la FWB d'envoyer une mission pour rencontrer les autorités universitaires palestiniennes afin de leur témoigner leur soutien dans les circonstances difficiles qu'elles connaissent et de faire rapport à l'ARES de la situation de l'enseignement dans ces institutions. Elle propose également d'intensifier la collaboration morale et matérielle avec les universités palestiniennes.

Enfin, la FEF se joint aux prises de positions de la FGTB, du MOC, du Conseil de la Jeunesse, du CNCD et de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique, exhortant le monde politique à condamner les récents événements ainsi que la politique actuelle de l'Etat israélien et à témoigner son soutien aux acteurs progressistes palestiniens et israéliens qui défendent courageusement la coexistence des deux peuples dans le respect de leurs droits fondamentaux.

L'un des buts de l'enseignement est de former les jeunes à devenir des acteurs critiques et solidaires. A leur tour, les étudiants appellent donc leurs dirigeants académiques et politiques à agir en cohérence avec les valeurs qu'ils prônent et à assumer leur rôle de responsables et de citoyens.

Corinne Martin (Présidente de la FEF) - 18 août 2014